

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE
DU BASSIN VERSANT DU TARN-AMONT**

DE_2018_067

Assurance statutaire

L'an deux mille dix-huit et le onze décembre, le comité syndical, dûment convoqué, s'est rassemblé au nombre prescrit par la loi à Florac, sous la présidence de Jean-Luc AIGOUY.

Étaient présents : Jean-Luc AIGOUY, Claude ALIBERT, Gil CLOIX, Henri COUDERC, Sylvain GOUBY, Hubert GRANIER, Serge GRASSET, René JEANJEAN, Madeleine MACQ, Pierre PANTANELLA, Guy PUEL, Jean-Claude SALEIL, Régis VALGALIER

Étaient représentés : Paul DUMOUSSEAU par Hubert GRANIER, Bernard POURQUIÉ par Claude ALIBERT, Gérard PRÊTRE par Guy PUEL

Secrétaire de séance : Madeleine MACQ

Date de convocation : 04 décembre 2018

Délégués du comité syndical		
En exercice : 20	Présents : 13	Pouvoirs : 3
Résultat du vote		
Pour : 16	Contre : 0	Abstention : 0

Le président rappelle à l'assemblée les obligations statutaires en matière d'assurance maladie et accident de travail envers le personnel territorial, définies par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 pour le personnel titulaire et par le décret n°88-145 du 16 février 1988 pour les agents non titulaires. Il met en avant le coût financier que devrait supporter le budget de la collectivité en cas d'absentéisme important ou d'accident de travail grave et de décès.

L'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée par la loi n°2007-209 du 19 février 2007, prévoit que : « les centres de gestion peuvent souscrire, pour le compte des collectivités et établissements du département qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers découlant des dispositions des articles L.416-4 du code des communes et 57 de la présente loi, ainsi que des dispositions équivalentes couvrant les risques applicables aux agents non titulaires ».

Ainsi, le Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Lozère (CDG 48) a lancé courant 2018 une procédure de mise en concurrence dans le but de proposer un contrat d'assurance intéressant à ses collectivités adhérentes. L'offre du groupement Ethias/Collecteam-Yvelin a été retenue. Un contrat groupe à adhésion facultative, dont le taux global a été fixé à 4,42% concernant les agents affiliés à la CNRACL et à 1,15% pour les agents affiliés à l'Ircantec, a été signé.

Le président propose au comité syndical d'adhérer au présent contrat dans ces termes et pour une durée de 4 ans.

Par ailleurs, l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée par la loi n°2007-209 du 19 février 2007, prévoit que : « les centres de gestion peuvent assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements, à la demande de ces collectivités et établissements. »

Le CDG 48 propose aux collectivités intéressées de mettre à disposition un de ses agents pour gérer le contrat d'assurance souscrit auprès du groupement Ethias/Collecteam-Yvelin et de participer à ces frais de

gestion en réglant au CDG une somme correspondant à 0,55% de la masse salariale pour le contrat CNRACL et à 0,11% pour le contrat Ircantec.

Le président propose au comité syndical d'adhérer également à ce service dans ces termes et pour une durée de 4 ans.

À l'unanimité, le comité syndical, après avoir délibéré,

Décide d'adhérer au contrat groupe souscrit par le CDG 48 auprès du groupement Ethias/Collecteam-Yvelin, à compter du 1^{er} janvier 2019 et pour une durée de 4 ans, pour les éléments suivants (en plus des éléments obligatoires) :

- le supplément familial de traitement (SFT) ;
- les charges patronales ;
- les primes et compléments de rémunération ;

Décide d'adhérer au service proposé par le CDG 48 pour la gestion du contrat groupe, à compter du 1^{er} janvier 2019 et pour une durée de 4 ans ;

Autorise le président à signer l'ensemble des contrats et conventions nécessaires à la mise en œuvre de l'assurance statutaire selon les termes suivants :

- pour le personnel affilié à la CNRACL : taux global de 4,97% ;
- pour le personnel affilié à l'Ircantec : taux global de 1,26%.

Dit que les sommes afférentes aux cotisations de l'assurance statutaire (contrat groupe et prestation de gestion par le CDG 48) seront inscrites au budget.

Ainsi fait et délibéré à Florac, les jours, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

Le président, Jean-Luc AIGOUY



Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture
le 17/12/2018
et publié ou notifié
le 17/12/2018